



Société Française de
Finances Publiques

Décembre 2018
n° 9

Billet bibliographique



« Dans nos bibliothèques au mois de novembre 2018 »

*Ce Billet bibliographique mensuel est destiné à faire connaître les références des publications récentes en **finances publiques et droit fiscal** (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en **novembre 2018**). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues) suite à notre message diffusé le 28 novembre, soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet.*

Vous recevrez au début du mois de janvier 2019 un appel pour nous indiquer vos publications parues au cours du mois de décembre 2018. A réception de ce prochain appel, n'hésitez donc pas à nous transmettre les références de vos publications (il est aisé pour nous de trouver les publications dans les revues mais beaucoup plus complexe de trouver celles dans des ouvrages collectifs); il est primordial que les références des publications dans notre champ scientifique soient diffusées entre nous, tant il est complexe de pouvoir tout suivre... La seule diffusion de ces références permet de faire connaître l'existence des publications en cause et d'inciter à aller en lire certaines ou à mettre de côté certaines références pour consultation ultérieure.

Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.

Comme indiqué ci-dessus, la prochaine livraison du Billet bibliographique interviendra en janvier 2019 ; d'ici là, nous vous souhaitons un bon mois de décembre et une agréable fin d'année, ainsi que, d'ici peu, de bonnes fêtes.

La SFFP

Ouvrages

* BACHARAN Céline, ESCALLIER Christian, GROUD Vivien, KLOPFER Michel, VINCENOT Grégoire, *Gestion financière des collectivités territoriales. Analyse fiscale et financière - Intercommunalité - Péréquation communale, départementale et régionale - Gestions externes : SEM, SPL, associations, OPH SDIS, etc. Dette et trésorerie - Organisation budgétaire*, Le Moniteur, 8^{ème} éd., (novembre) 2018, 550 p.

Au terme de 36 années de décentralisation (1982-2018), la gestion des villes, départements, régions et groupements s'est profondément transformée. Des méthodes novatrices de management et de financement se sont développées, mais elles se sont aussi accompagnées d'une montée des risques, dans les relations de la collectivité avec ses partenaires publics et privés.

Cette huitième édition de Gestion financière des collectivités territoriales a été entièrement réécrite en septembre 2018 pour tenir compte de l'actualité financière et fiscale la plus récente. Depuis la précédente édition, l'ouvrage s'est également enrichi de nouveaux développements sur la péréquation, la gestion des SDIS ainsi que la contractualisation dans le cadre de la loi de programmation des finances locales (2018-2022).

Sont développés, en des termes pédagogiques, les différents aspects méthodologiques et pratiques de la gestion territoriale : analyse financière et fiscale rétrospective et prospective, stratégie intercommunale et mutualisation des moyens, péréquation communale, départementale et régionale, choix des investissements publics, communication financière, analyse et contrôle des satellites, consolidation des comptes et des risques, évaluation des délégations de service public et des PPP, gestion de dette et de trésorerie, gestion de la TVA, autorisations de programme et d'engagement, règlement financier...

Un chapitre consacré aux bases du calcul actuariel, un glossaire des termes budgétaires et financiers et quelque 220 graphiques, tableaux et diagrammes, en quadrichromie, contribuent à faire de cet ouvrage l'instrument de référence en matière de gestion financière des collectivités territoriales.

Destiné aux élus, directeurs généraux, directeurs financiers et autres gestionnaires des collectivités locales, il intéresse également leurs partenaires (prêteurs, délégataires, sociétés d'économie mixte et sociétés publiques locales, associations...) ainsi que les fonctionnaires d'État (préfectures, trésoreries, chambres régionales des comptes...). [présentation de l'éditeur]

* GADBIN-GEORGE Géraldine (dir.), *Glossaire de droit anglais*, Dalloz, coll. Méthodes du droit, 2^{ème} éd., (novembre) 2018, 466 p.

Remarque des rédacteurs du Billet : cet ouvrage n'est ni un ouvrage de finances publiques ni de droit fiscal, toutefois il contient des développements utiles sur l'anglais du droit fiscal, notamment...

* GOUTHIÈRE Bruno, *Les impôts dans les affaires internationales*, Francis Lefebvre, 12^{ème} éd., (novembre) 2018, 1674 p.

Les entreprises et leurs dirigeants, ou les simples particuliers gérant leur patrimoine privé, sont tous, un jour ou l'autre, confrontés aux doubles impositions internationales qu'il est nécessaire d'éviter et aux stratégies d'optimisation fiscale internationale qu'il faut, au contraire, rechercher à condition de respecter le droit et d'éviter les montages artificiels.

Il leur faut donc connaître et comprendre les règles et les principes de la fiscalité internationale et savoir maîtriser le droit interne, le droit de l'Union européenne et les conventions fiscales internationales.

D'expérience, tout cela, pour le profane, est difficile d'accès ; les conventions fiscales sont rédigées dans une langue lourde et compliquée, les textes de droit interne se combinent plus ou moins bien avec les traités internationaux et les décisions des tribunaux sont souvent obscures et toujours évolutives, qu'il s'agisse de celles du Conseil d'Etat ou de la Cour de justice de l'Union européenne.

Cet ouvrage répond aux questions concrètes que se posent les contribuables confrontés à ces situations. Il analyse leurs préoccupations les plus courantes d'un point de vue essentiellement pratique, mais sans négliger pour autant le raisonnement théorique qui permet de donner la solution et de répondre ensuite à des questions nouvelles ou légèrement différentes.

Les développements sont classés en trente études pratiques autonomes, regroupées dans six rubriques, les fondements, les affaires, les personnes, les placements, l'évasion et la fraude et les questions communes.

D'une lecture aisée, cet ouvrage de référence répond aux besoins des entreprises et des particuliers, ainsi que de leurs conseils, notamment banquiers, gestionnaires de patrimoine, avocats, experts-comptables et notaires. [présentation de l'éditeur]



* ICHER Liliane, *L'obligation de paiement de la dette publique française*, IFR Mutation des normes juridiques-Université Toulouse I, coll. Thèses de l'IFR, (novembre) 2018, 840 p., préface Vincent DUSSART

Le paiement - le remboursement du capital et le versement des intérêts - de la dette publique française est une problématique centrale en politique mais le sujet est moins fréquemment traité en droit. Pourtant, il soulève de nombreuses interrogations juridiques. D'abord, existe-t-il une telle obligation ? Si la réponse est affirmative, comment est-elle honorée ? Enfin, peut-elle être juridiquement remise en cause ? La formation de la dette publique au sens maastrichtien - étatique, locale et sociale - est valable dans la quasi-totalité des cas. Les administrations agissent sur la base de votes les autorisant à contracter des emprunts puis, elles respectent les règles du droit contractuel et du droit des marchés de capitaux. Alors, les paiements doivent être effectués. Pour l'instant, les personnes publiques françaises parviennent à s'exécuter. Toutefois, l'étude a permis de déceler des problèmes de type démocratique qui fragilisent le consentement à l'emprunt. Au stade de la formation de la dette publique, les politiques sont duplices donc les normes en découlant sont difficilement compréhensibles pour les citoyens. Au contraire, lors de l'exécution, les discours deviennent univoques. La priorité est accordée au paiement des dettes des administrations, quelles que soient la conjoncture économique et les autres prescriptions contenues dans la hiérarchie des normes. Les autres lectures possibles du droit ne sont que peu présentées. Ainsi, sans être pour autant « odieuse », la dette publique française est affaiblie à la fois par un manque de clarté et de pluralisme. [présentation de l'éditeur]

* VILLIERS Michel (de), MAGNON Xavier, RENOUX Thierry (dir.), *Code constitutionnel*, LexisNexis, coll. Les Codes Bleus, 9^{ème} éd., (novembre) 2018, 1970 p.

Voir spécialement, pp. 392-428 (commentaire des articles 13 à 15 de la DDHC), pp. 948-953 (commentaire de l'article 40 de la Constitution) et pp. 982-1095 (commentaire des articles 47, 47-1 et 47-2 de la Constitution).
Les auteurs de l'ouvrage : Valérie BERNAUD, Thibaut de BERRANGER, Karine FOUCHER, Éric GHERARDI, Xavier MAGNON, Thierry RENOUX, Céline VIESSANT, Michel de VILLIERS.

Articles

A signaler



- Actes de la troisième séance du séminaire itinérant 2018 de la SFFP, *RFFP*, n° 144, 2018 ; les contributions sont à retrouver aux noms des auteurs.

- Actes du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? », *RFFP*, n° 144, 2018 ; les contributions sont à retrouver aux noms des auteurs.

- Dossier « La rémunération des agents territoriaux », *AJCT*, 2018, n° 11 ; les contributions sont à retrouver aux noms des auteurs.

- Dossier « La tarification des services publics », *Revue du gestionnaire public*, 2018, n° 4 ; les contributions sont à retrouver aux noms des auteurs.

* ALBERT Jean-Luc, « Actualité du droit douanier. Les dimensions européennes et françaises », *REIDF*, 2018, n° 3, p. 422

* BAHOUAGNE Louis, « La maîtrise de la dette » (dossier « Le nouveau pacte ferroviaire »), *RFDA*, 2018, n° 5, p. 907

- * BARANGER Marie-Christine, « Vers un compte financier unique ? Témoignage de la Ville de Paris », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 29 (actes du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? »)
- * BAUDU Aurélien, CABANNES Xavier et MARTIN Julien, « Chronique semestrielle de jurisprudence fiscale », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 225
- * BÉNARD Yohann, « Réduction d'impôt pour investissement productif outre-mer : de la rigueur du fait générateur et du déni d'attente légitime » (concl. sur CE, 13 avril 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 437
- * BERGOUGNOUS Georges, « L'évaluation des politiques publiques et l'examen du projet de loi de règlement : une hirondelle fait-elle le printemps ? », *Constitutions*, 2018, n° 2 (avril-juin 2018, diffusé en novembre 2018), p. 225
- * BICK Ulrike, « Jurisprudence de la Cour administrative fédérale d'Allemagne. La fiscalité communale (1^{ère} partie) », *RFDA*, 2018, n° 5, p. 983
- * BIQUARD Nathalie, « Le point de vue de la DGFIP », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 83 (actes du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? »)
- * BOHNERT Benoît, « Locaux industriels : appréciation de la prépondérance des moyens techniques, matériels et d'outillages de l'ensemble du site en cas d'activité mixte » (concl. sur CE, 25 juin 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 441
- * BOHNERT Benoît, « L'information du contribuable rectifié des documents fondants la rectification avec occultation des informations protégées par le secret professionnel respecte les droits de la défense » (concl. sur CE, 14 février 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 444
- * BOHNERT Benoît, « Renvoi d'une QPC sur le plafonnement de l'IFI en fonction du revenu » (concl. sur CE, 12 octobre 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 470
- * BOHNERT Benoît, « Fixation du taux de la TEOM : non-prise en compte des reports d'excédents de fonctionnement dans les recettes non fiscales » (concl. sur CE, 25 juin 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 484
- * BONNEAUD Éric, « Subventions publiques et prix de transfert : quelques réflexions suite à l'arrêt Philips France » (note sous CE, 19 septembre 2018, avec les concl. de Romain VICTOR), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 471
- * BOTTINI Fabien, « Les tiers lieux « administratifs », nouvelle forme d'externalisation de l'action publique ? », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 287
- * BOUCHARD Jean-Claude et DORIN Sophie, « Fraude à la TVA : 2 + 2 font-ils toujours 4 ? » (note sous CE, 29 mai 2017, avec les concl. Romain VICTOR), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 469
- * BOURREL Romain, « Le contentieux entre l'Etat et les acteurs locaux en matière financière », *BJCL*, 2018, N° 10, p. 702 (actes du colloque « Regards de magistrats et d'universitaires sur l'actualité du contentieux de l'action publique territoriale »)
- * BOUVIER Michel, « Finances publiques et justice sociale », éditorial, *RFFP*, n° 144, 2018, p. V

* BOUVIER Michel, « Le compte financier unique, reflet d'une conception de la gouvernance financière publique », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 7 (actes du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? »)



* BOUVIER Michel, « L'article 47-2 de la Constitution, un cadre suffisant pour la Cour des comptes ? Le point de vue de... », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 139 (actes de la troisième séance du séminaire itinérant 2018 de la SFFP)

* BRIGAUD Marie-José, « La situation dans l'université », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 45 (actes du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? »)

* CARON Matthieu (entretien avec, propos recueillis par THÉRET Bruno), « Recourir à une monnaie fiscale nationale dans le cadre de l'Union européenne : une solution juridiquement envisageable ? », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 261

* CHATAIN Lise, « Le PAS : une affaire de famille », *AJ Famille*, 2018, p. 598

* Collectif, dossier « Les contrôles de l'agence française anticorruption », *Cahiers de droit de l'entreprise*, 2018, n° 5

* Collectif, dossier « La fiscalité des pays du Maghreb », *REIDF*, 2018, n° 3



* CONAN Matthieu, « L'article 47-2 de la Constitution, un cadre suffisant pour la Cour des comptes ? Le point de vue de... », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 165 (actes de la troisième séance du séminaire itinérant 2018 de la SFFP)

* CONNIL Damien, « Détournement de fonds par des parlementaires ? Précisions sur l'applicabilité de l'article 432-15 du code pénal » (note sous Crim., 27 juin 2018), *AJDA*, 2018, p. 2203

* CORDIER-DELTOUR Nathalie, RUGGIU Louis-Emmanuel, GIBON Sylvain, GUILLOU Adrien, « IFRIC 23, une méthodologie contraignante d'appréhension des risques fiscaux en IFRS », *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 448

* CORTOT-BOUCHER Emmanuelle, « Taxation d'office : une déclaration d'activité, même erronée et incomplète, contraint l'Administration à mettre en demeure le contribuable » (concl. sur CE, 4 avril 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 445

* CORTOT-BOUCHER Emmanuelle, « Recours en responsabilité visant à répéter l'indu : obligation pour le juge de requalification en recours en restitution » (concl. sur CE, 20 février 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 446

* CORTOT-BOUCHER Emmanuelle, « Entreprises nouvelles : refus de renvoi d'une QPC sur les types de liens existant avec une entreprise préexistante » (concl. sur CE, 12 juillet 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 476

* CORTOT-BOUCHER Emmanuelle, « Sursis de l'impôt contesté : le juge d'appel demeure différent selon que l'ordonnance porte sur un refus de garanties ou des mesures conservatoires » (concl. sur CE, 4 avril 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 486

* CRÉPEY Édouard, « Immeuble classé monument historique partiellement occupé par son propriétaire : déduction partielle des charges foncières du revenu global » (concl. sur CE, 6 avril 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 467

- * CRÉPEY Édouard, « Le traitement STDR a pour objet la prévention de la continuation et de la répétition d'infractions pénales nécessitant un avis motivé de la CNIL » (concl. sur CE, 23 octobre 2017), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 443
- * CRÉPEY Édouard, « Certificat fiscal nécessaire à l'immatriculation d'un véhicule acquis dans un autre État membre : l'Administration ne peut en refuser la délivrance pour suspicion de fraude à la TVA » (concl. sur CE, 6 avril 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 440
- * DELANLSSAYS Thomas, « Le recours pour excès de pouvoir, un recours pertinent en contentieux fiscal », *REIDF*, 2018, n° 3, p. 439
- * DELION André G. et DURUPTY Michel, « Chronique du secteur public économique », *RFAP*, n° 166, 2018, p. 437
- * DUHEM Jacques, « 2018, première année de l'IFI », *JCP, éd. N*, 2018, n° 1351
- * DUVAL Serges et GENDREAU Nicolas, « Un accompagnement social au paiement de la facture d'eau : le dispositif chèque eau de « L'eau Bordeaux Métropole » » (dossier « La tarification des services publics »), *Revue du gestionnaire public*, 2018, n° 4, p. 25
- * FOUQUET Olivier, chronique « Régime fiscal des affaires », *RTDcom*, 2018, n° 3, p. 813
- * FOURNIER Aude et THEURET Johan, « La rémunération des agents territoriaux : du service fait à la reconnaissance individuelle et collective » (dossier « La rémunération des agents territoriaux »), *AJCT*, 2018, p. 547
- * GÉRARD Éric, « Compte financier unique : qu'en attendre ? », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 111 (actes du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? »)
- * GIRARD Anne-Laure, « Le rescrit » (dossier « Pour un Etat au service d'une société de confiance »), *RFDA*, 2018, n° 5, p. 838
- * GODEFROY Simon et LESEUL Jean-François, « Politique tarifaire et optimisation financière : « Comprendre et faire évoluer l'effort demandé aux familles » : éléments de méthodologie » (dossier « La tarification des services publics »), *Revue du gestionnaire public*, 2018, n° 4, p. 18
- * GUENÉ Charles, « Le compte financier unique, une piste intéressante, des précautions indispensables dans la mise en œuvre », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 105 (actes du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? »)
- * GUILLEMONT Béatrice, « Le nouveau « verrou de Bercy » », *AJ Pénal*, 2018, p. 502
- * HABCHI Hadi, « Gestion des ressources humaines dans les collectivités territoriales : les enseignements des rapports d'observations des CRC », *JCP, éd. A*, 2018, n° 2308
- * HECKMANN Jean-Daniel, « CFU : Un triple apport », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 69 (actes du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? »)
- * HECKLY Heckly et OBERKAMPF Éric, « Actualité du fédéralisme », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 241
- * HEILES Claude, « La situation dans les établissements publics », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 37 (actes du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? »)

* HÉRITIER Luc, « Regard extérieur : le CFU et les juridictions financières », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 49 (actes du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? »)

* HUMBERT Sylvain, « Dialectique de la preuve de la consistance de l'activité réalisée à l'étranger et payée depuis la France » (note sous TA Montreuil, 1^{er} février 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 481

* JACQUEMOIRE Philippe et GODARD Nathalie, « La rémunération des agents territoriaux : des indices pour mieux comprendre les différents points » (dossier « La rémunération des agents territoriaux »), *AJCT*, 2018, p. 544

* JEAN-ANTOINE Benoît, « Joseph Caillaux et les paradoxes de son oeuvre fiscale durant la Grande Guerre », in Florence DESCAMPS et Laure QUENNOUËLLE-CORRE, *Une fiscalité de guerre ? Contraintes, innovations, résistances*, CHEFF-IGPDE, Paris, (septembre) 2018 [ouvrage signalé dans *le Billet bibliographique n° 7 diffusé en octobre*]

* JATTEAU Arthur, « Les expérimentations aléatoires en économie, une potion miracle pour l'action publique ? », *Action publique*, n° 1, automne 2018, p. 4 : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/igpde-editions-publications/revueAPRP/IGPDE_APRP_automne_2018.pdf

* KERNEIS-CARDINET Mathilde, « Quelle responsabilité du préfet pour le mandatement d'office d'une dépense obligatoire ? » (note sous CE, 5 juillet 2018), *JCP, éd. A*, 2018, n° 2305

* KLOPFER Michel, « Dotation d'intercommunalité : une réforme pour satisfaire des objectifs contradictoires », *Revue du gestionnaire public*, 2018, n° 4, p. 35

* KORNPORST Emmanuel, « Report des déficits des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés (CGI, art. 221, 5) : notion de cessation d'entreprise et réalisme fiscal » (note sous CE, 26 juillet 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 468



* LAMARQUE Danièle, « L'article 47-2 de la Constitution, un cadre suffisant pour la Cour des comptes ? Le point de vue de... », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 151 (actes de la troisième séance du séminaire itinérant 2018 de la SFFP)

* LARAT Fabrice et BARTOLI Annie, « L'action publique responsable : tautologie ou problématique émergente ? », *RFAP*, n° 166, 2018, p. 245 (dossier « L'action publique responsable »)

* LARUE Marc et LARRIBAU Denis, « L'action culturelle des collectivités locales », *Revue du gestionnaire public*, 2018, n° 4, p. 30

* LAURATET Séverine et DELSOL Charlotte, « Transposition de la nouvelle clause anti-abus générale en droit fiscal français : s'agit-il d'une révolution législative et quelles seront les évolutions jurisprudentielles ? », *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 472

* LEON AGUIRRE Juan Carlos, « Aides d'État, réductions d'impôt et entités fiscalement transparentes : le leasing fiscal espagnol devant la CJUE » (note sous CJUE, 25 juillet 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 480

* LEROY Michel, « L'usufruit constitué entre personnes morales peut être viager », *Revue fiscale du patrimoine*, 2018, n° 11, p. 23

- * LESPRIT Éric et CONORT Benjamin, « Justification du taux d'intérêt de pleine concurrence. Comment sortir de l'impasse ? » (note sous TA Paris, 7 juin 2018, n° 1613999/2-3, *Sté Paule Ka Holding*), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 483
- * LINDITCH Florian, « Rapport d'activité 2017 de la Cour de discipline budgétaire et financière », *Contrats et marchés publics*, 2018, n° 11, p. 3
- * LUBIN Jean-Jacques, « Le nouvel arsenal répressif de la loi relative à la lutte contre la fraude », *Revue fiscale du patrimoine*, 2018, n° 11, p. 3
- * LUBIN Jean-Jacques, « Prélèvement à la source : le rôle du notaire », *JCP, éd. N*, 2018, n° 1350
- * MALLARET Aurélien, « Une plus-value immobilière de société translucide, combien de redevables des impositions correspondantes ? À propos de l'affaire *SCI Vanves Solférino* » (note sous CE, 11 avril 2018, avec les concl. de Romain VICTOR), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 475
- * MARIEL Pierre-Louis, « Une chance pour la gouvernance financière locale, des risques maîtrisables », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 95 (actes du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? »)
- * MARTIN Christian, « Le CFU vu par la Cour des comptes », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 123 (actes du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? »)
- * MONTECLER Luc (de), « Le régime indemnitaire : comment le RIFSEEP modifie les politiques salariales des employeurs territoriaux ? », *Revue du gestionnaire public*, 2018, n° 4, p. 41
- * MORNET Gaëlle, « Ecotaxe : responsabilité pour faute de l'Etat à l'égard des prestataires de télépéage » (concl. sur TA Cergy-Pontoise, 18 juillet 2018, Sté Axxès), *AJDA*, 2018, p. 2302
- * NOVAK Julia et MESLIN Aurore, « Résidence fiscale et fiscalité des personnes physiques en Espagne », *Revue fiscale du patrimoine*, 2018, n° 11, p. 17
- * NDZANA BILOA Alain Symphorien, « Financement du développement durable par la fiscalité : d'importants défis à relever par les pays africains », mis en ligne en novembre 2018 : <http://www.asndzanabiloa.com/articles-scientifiques/>
L'auteur analyse les pesanteurs de l'environnement fiscal mondial et suggère quatre défis majeurs à relever par les pays africains afin d'optimiser la mobilisation des recettes fiscales, d'améliorer le ratio impôts/PIB et de maximiser les chances de réussite de « l'Agenda 2063 ».
- * ORSONI Gilbert, « La gouvernance des politiques d'investissement », *Revue tunisienne de fiscalité*, n° 27, 2018
- * PARIENTE Alain, « La réforme de l'État en France par les finances publiques ou les paradoxes de l'évidence », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 185
- * PIERRE Jean-Luc, « Territorialité de l'imposition des bénéfices des sociétés », *Droit des sociétés*, 2018, n° 11, p. 46
- * PIERRE Jean-Luc, « Compensation au profit du service (LPF, art. L. 203) : invocabilité des insuffisances constatées pendant toute la durée du contentieux devant le juge administratif » (note sous CE, 18 juillet 2018, avec les concl. Émilie BOKDAM-TOGNETTI), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 485
- * PORTAL Eric, « La tarification des services publics locaux : une marge de manœuvre financière en développement ? » (dossier « La tarification des services publics »), *Revue du gestionnaire public*, 2018, n° 4, p. 6

- * PREVOST Guy, « Vers un compte financier unique pour les collectivités territoriales », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 15 (actes du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? »)
- * PRINCE Blandine et GUÉRARD Stéphane, « Le régime indemnitaire des agents territoriaux : vers une harmonisation des régimes ? » (dossier « La rémunération des agents territoriaux »), *AJCT*, 2018, p. 550
- * ROMBAUTS-CHABROL Tiphaine, « Controverse autour de la neutralité politique d'une subvention associatives » (note sous CAA Nantes, 5 octobre 2018), *JCP, éd. A*, 2018, n° 2310
- * ROUGE Sandra, « L'action fiscale des collectivités territoriales : une action à double visage », *BJCL*, 2018, n° 10, p.705 (actes du colloque « Regards de magistrats et d'universitaires sur l'actualité du contentieux de l'action publique territoriale »)
- * SADOWSKY Marilyne, « Le principe de subsidiarité des conventions fiscales internationales », *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 436
- * SAINT-MARTIN Laurent, « Le compte financier unique, une avancée essentielle », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 117 (actes du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? »)
- * SALMON Mathilde et DIDRICHE Olivier, « Les avantages en nature - L'exemple du logement de fonction » (dossier « La rémunération des agents territoriaux »), *AJCT*, 2018, p. 554
- * TAHERI Françoise, Allocution de clôture du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 129 (actes du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? »)
- * TERRIEN Gérard, « CFU : Des apports positifs à attendre », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 75 (actes du colloque « Le compte financier unique : une opportunité pour la gouvernance financière locale ? »)
- * TIFINE Pierre, « La protection sociale des agents territoriaux » (dossier « La rémunération des agents territoriaux »), *AJCT*, 2018, p. 558
- * TIFINE Pierre, « Le régime de retraite des agents territoriaux : de la convergence avec le régime général à la mise en place d'un régime universel » (dossier « La rémunération des agents territoriaux »), *AJCT*, 2018, p. 560
- * VICTOR Romain, « Impossibilité de déduire sur les revenus N+1 la CSG sur les revenus du patrimoine due en N : absence d'inégalité devant les charges publiques » (concl. sur CE, 24 octobre 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 438
- * VICTOR Romain, « Crédit d'impôt pour investissement en Corse : le capital doit être libéré intégralement à la clôture de l'exercice et détenu par une personne physique dans limite d'un seul niveau » (concl. sur CE, 27 juin 2018), *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 439
- * VILLEMAGNE Olivier et GRIMAUD Philippe, « Essence ou existence : la qualité de l'ordonnateur aux yeux du comptable public » (note sous CE, 4 mai 2018), *JCP, éd. A*, 2018, n° 2306
- * VILLEROUX Isabelle et EISINGER Thomas, « La tarification des services publics : pourquoi une si mauvaise réputation ? » (dossier « La tarification des services publics »), *Revue du gestionnaire public*, 2018, n° 4, p. 15

- * WAN Shuchun, « Customs Reform for Trade Facilitation in China », *REIDF*, 2018, n° 3, p. 426
- * WASERMAN Franck, « Contractualisation financière et libre administration des collectivités territoriales », *Constitutions*, 2018, n° 2 (avril-juin 2018, diffusé en novembre 2018), p. 271
- * WEI Tao, « La réforme de la loi sur le budget en Chine : le premier pas vers la modernisation du système budgétaire », *RFFP*, n° 144, 2018, p. 273
- * WILHELM Terence, « Décret relatif à la documentation des prix de transfert : des précisions bienvenues et quelques zones d'ombre persistantes », *REIDF*, 2018, n° 3, p. 450
- * WOLF Marc, « Lutte contre la fraude fiscale : une mise en scène politique ? » (mis en ligne le 30 novembre 2018) :
<https://blogs.alternatives-economiques.fr/wolf/2018/11/30/lutte-contre-la-fraude-fiscale-une-mise-en-scene-politique>
L'importance des enjeux de la fraude n'est pas douteuse. Mais il ne faut pas être dupe des surenchères rhétoriques sur le contrôle de l'impôt et son évaluation quand elles cachent l'impuissance ou le renoncement de la politique fiscale elle-même.
- * WOLF Marc et BOUCHARD Jean-Claude, « Face à l'escroquerie à la TVA, que reste-t-il du principe de neutralité ? », *Bulletin fiscal* (Francis Lefebvre), 12-2018, décembre 2018, p. 709
Cette étude prolonge deux études de 2014 et 2017(également parues au BF) sur la lutte contre la fraude à la TVA dite "carrousel" à la TVA. Analysant les enjeux de la jurisprudence de la CJUE qui prescrit de priver de leurs droits les opérateurs qui "auraient dû savoir qu'ils participaient à une fraude", elle montre comment la carence du législateur national et européen devant le risque de pertes de recettes a conduit à tous les niveaux les juges à fragiliser le principe de neutralité de la TVA et la sécurité des opérateurs.

► **Rapports et référés récents de la Cour des comptes** (mis en ligne en novembre) :

- * *Le soutien public au mécénat d'entreprises* (mis en ligne le 28 novembre 2018) :
« La France s'est dotée en 2003 d'un dispositif fiscal en faveur du mécénat des entreprises parmi les plus généreux sur le plan international. Le caractère très incitatif des mesures et la forte progression du nombre d'entreprises y recourant ont contribué à une multiplication par dix du montant de la dépense fiscale correspondante, aujourd'hui supérieure à 900 M€. Cette dépense, mal évaluée, est fortement concentrée sur les très grandes entreprises. Les dons qui la déclenchent ne sont, dans les faits, pratiquement pas vérifiés, en dépit de quelques progrès récents. En application du 2e alinéa de l'article 58 de la loi organique relative aux lois de finances, la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale a demandé à la Cour de dresser un bilan de cet effort public ».
<https://www.ccomptes.fr/system/files/2018-11/20181128-rapport-soutien-public-mecenat-entreprises.pdf>
- * *La fondation Action enfance* (mis en ligne le 26 novembre 2018) :
« La Cour des comptes a effectué le contrôle du compte d'emploi des ressources collectées auprès du public par la fondation Action enfance sur les exercices 2012 à 2016, afin de vérifier la conformité des dépenses engagées aux objectifs poursuivis par l'appel à la générosité publique ».
<https://www.ccomptes.fr/system/files/2018-11/20181126-rapport-fondation-Action-enfance.pdf>
- * *Les droits d'inscription dans l'enseignement supérieur* (mis en ligne le 23 novembre 2018) :
« Le système public d'enseignement supérieur repose sur le principe de la quasi-gratuité pour l'étudiant. Toutefois, ce principe, hérité de l'après-guerre, connaît des entorses croissantes. La croissance massive de l'effectif étudiant, l'internationalisation et le développement de l'offre de formation créent de nouveaux besoins dans les établissements,

dont l'essentiel du financement est assuré par des fonds publics. Alors que l'ensemble des acteurs met en avant un «sous-financement» de l'enseignement supérieur français, les droits d'inscription sont l'un des leviers possibles pour en augmenter les ressources.

Dans ce contexte, en application du 2e alinéa de l'article 58 de la loi organique relative aux lois de finances, la Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale a demandé à la Cour un rapport sur les droits d'inscription dans l'enseignement supérieur public examinant différentes hypothèses d'évolution ».

<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2018-11/20181123-droits-inscription-enseignement-superieur.pdf>

* *Le processus de privatisation des aéroports de Toulouse, Lyon et Nice* (mis en ligne le 13 novembre 2018) :

« L'ouverture du capital des sociétés aéroportuaires de Toulouse (en 2015), Nice et Lyon (en 2016) s'est déroulée dans un contexte de forte croissance du trafic aérien, avec des niveaux de valorisation supérieurs aux attentes de l'État actionnaire. Si le processus de privatisation de l'aéroport de Toulouse a révélé de graves insuffisances et demeure inabouti, il a été amélioré pour Lyon et Nice. De manière générale, les procédures de cession prennent insuffisamment en compte la dimension industrielle, environnementale et sociale des projets. L'État doit définir précisément les intérêts qu'il entend préserver, se doter d'une stratégie globale et conserver un haut niveau d'information sur les décisions affectant la qualité du service public aéronautique. La Cour émet sept recommandations à cet effet ».

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2018-11/20181113-processus-privatisation-aeroports-Toulouse-Lyon-Nice.pdf>

* *Le contrat de concession et le devenir du Stade de France* (référé, mis en ligne le 21 novembre 2018) :

« Inauguré en 1998, le Stade de France est une réussite architecturale, urbaine et fonctionnelle. Le contrat de concession mis en place pour sa réalisation et sa maintenance, pertinent sur le principe, a toutefois été mal conçu et en permanence contesté. Si le modèle économique du stade apparaît rentable et éprouvé, l'exploitation courante du stade a été traitée comme une question secondaire, ce qui s'est révélé coûteux pour l'État et source de contentieux multiples entre les parties prenantes. La Cour estime nécessaire de régler au plus tôt les conditions d'accueil de la Coupe du monde de Rugby de 2023 et des Jeux Olympiques de 2024, et de décider rapidement de l'avenir du Stade de France au-delà de la fin de la concession, en 2025, en privilégiant un désengagement des finances publiques, par la cession de l'ouvrage au profit d'une structure associant un gestionnaire-exploitant aux fédérations sportives nationales. Elle émet trois recommandations en ce sens ».

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2018-11/20181121-refere-S2018-2477-concession-stade-de-France.pdf>

► Publications de la Cour des comptes européenne (mises en ligne en novembre) :

* Étude de cas rapide : Remboursement de la TVA pour les dépenses de cohésion : un domaine exposé aux erreurs et à une utilisation non optimale des fonds de l'UE mis en ligne le 29 novembre 2018) :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/RCR-VAT/RCR-VAT_FR.pdf

* Avis n° 8/2018 de la Cour des comptes européenne sur la proposition de la Commission de modifier le règlement (UE, Euratom) n° 883/2013 en ce qui concerne la coopération avec le Parquet européen et l'efficacité des enquêtes de l'OLAF (mis en ligne le 22 novembre 2018) :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/OP18_08/OP_OLAF_EN.pdf

* Avis n° 9/2018 de la Cour des comptes européenne sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le programme de l'Union en matière de lutte contre la fraude (mis en ligne le 22 novembre 2018) :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/OP18_09/OP_ANTIFRAUD_EN.pdf

* Rapport spécial n° 29/2018: L'AEAPP a apporté une contribution importante à la surveillance et à la stabilité du secteur de l'assurance, mais des difficultés majeures subsistent (mis en ligne le 15 novembre 2018) :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18_29/SR_EIOPA_FR.pdf

* Avis n° 7/2018 de la Cour des comptes européenne sur les propositions de la Commission concernant les règlements relatifs à la politique agricole commune pour la période postérieure à 2020 (mis en ligne le 7 novembre 2018) :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/OP18_07/OP18_07_EN.pdf

* Rapport spécial n° 28/2018 : La plupart des mesures de simplification intégrées dans Horizon 2020 ont facilité la vie des bénéficiaires, mais des améliorations restent possibles (mis en ligne le 6 novembre 2018) :

« La simplification du financement de la recherche et de l'innovation par l'Union européenne figure à l'ordre du jour depuis de nombreuses années. Partout en Europe, le secteur privé, le monde universitaire et les chercheurs sont demandeurs de règles administratives plus simples, d'une meilleure communication avec la Commission européenne ainsi que d'une sécurité et d'une cohérence sur le plan juridique. Avec Horizon 2020, la Commission a introduit des changements conçus pour simplifier les règles dans ce domaine. Lors de notre audit, nous avons visé à établir si ces changements ont efficacement contribué à la réduction de la charge administrative pesant sur les bénéficiaires. Nous concluons que la plupart des mesures de simplification se sont avérées efficaces, même si les actions n'ont pas toutes produit les résultats escomptés et si des améliorations restent possibles. Les bénéficiaires ont besoin d'outils et d'orientations plus faciles à utiliser, et la Commission devra procéder à des essais plus poussés pour s'assurer de l'adéquation et de l'utilisabilité des nouveaux dispositifs de financement. Il importe également de garantir la stabilité des règles : des modifications fréquentes des orientations sont source de confusion et d'incertitude même si les bénéficiaires sont capables de s'adapter à des règles plus complexes ».

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18_28/SR_HORIZON_2020_FR.pdf

► **Rapports parlementaires** (mis en ligne en novembre) :

Assemblée nationale :

* Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances rectificative, adopté par l'Assemblée nationale, en nouvelle lecture, pour 2018, en vue de la lecture définitive (n°1445). (M. Joël Giraud) :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1446/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1446/(index)/rapports)

* Rapport de la commission des finances, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de finances rectificative, rejeté par le Sénat en première lecture, pour 2018 (n°1405 rectifié). (M. Joël Giraud) :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1443/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1443/(index)/rapports)

* Rapport de la commission des affaires sociales, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale, modifié par le Sénat, pour 2019 (n°1408). (M. Olivier Véran) :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1440/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1440/(index)/rapports)

* Rapport de la commission des affaires sociales, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale, modifié par le Sénat, pour 2019 (n°1408). (M. Olivier Véran) - Volume 1 :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1440-v1/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1440-v1/(index)/rapports)

* Rapport de la commission des affaires sociales, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale, modifié par le Sénat, pour 2019 (n°1408). (M. Olivier Véran) - Avant-propos - Commentaires d'articles :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1440-t1/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1440-t1/(index)/rapports)

* Rapport de la commission des affaires sociales, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale, modifié par le Sénat, pour 2019 (n°1408). (M. Olivier Véran) - Compte rendu :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1440-t2/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1440-t2/(index)/rapports)

* Rapport de la commission des lois sur le projet de loi, adopté par le Sénat après engagement de la procédure accélérée, de programmation 2019-2022 et de réforme pour la justice (n°1349). (Mme Laetitia Avia et M. Didier Paris) :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1397-t2/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1397-t2/(index)/rapports)

* Rapport de la commission des lois sur le projet de loi, adopté par le Sénat après engagement de la procédure accélérée, de programmation 2019-2022 et de réforme pour la justice (n°1349). (Mme Laetitia Avia et M. Didier Paris) - Synthèse et commentaires d'articles :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1396-t1/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1396-t1/(index)/rapports)

* Rapport de la commission des lois sur le projet de loi, adopté par le Sénat après engagement de la procédure accélérée, de programmation 2019-2022 et de réforme pour la justice (n°1349). (Mme Laetitia Avia et M. Didier Paris) - Comptes rendus des travaux de la Commission :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1396-t2/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1396-t2/(index)/rapports)

* Rapport de la commission des finances sur le projet de loi de finances rectificative pour 2018 (n°1371). (M. Joël Giraud) :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1395/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1395/(index)/rapports)

Sénat :

* PLF 2019, tous les rapports budgétaires :

http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjlf2019_com.html

* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (9 novembre 2018) :

[Avis n° 108](#), fait au nom de la commission des finances

* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 : Tableau comparatif (tome III - 8 novembre 2018) :

[Rapport n° 111](#), fait au nom de la commission des affaires sociales

* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 : Examen des articles (tome II - 8 novembre 2018) :

[Rapport n° 111](#), fait au nom de la commission des affaires sociales

* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 : Exposé général (tome I - 7 novembre 2018) :

[Rapport n° 111](#), fait au nom de la commission des affaires sociales

► **Parlement européen** (rapports mis en ligne en novembre)

* [RAPPORT relatif à la position du Conseil sur le projet de budget rectificatif n° 6/2018 de l'Union européenne pour l'exercice 2018: réduction des crédits de paiement et d'engagement en fonction des prévisions actualisées en matière de dépenses et de l'actualisation des recettes \(ressources propres\)](#)

* [RAPPORT INTÉRIMAIRE sur le cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027 – Position du Parlement en vue d'un accord](#)

► Ouvrages et articles intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** au mois de novembre 2018 (cette rubrique sera mensuelle, s'il y a lieu de signaler une mise en ligne) :

* Article introuvable « La politique budgétaire et fiscale. Questions à Christian Sautter », *RFFP* n° 60-1997 (mis en ligne le 19 novembre 2018) :

http://fondafip.org/c_43_263_Fiche_2392_0_Article_introuvable_La_politique_budgetaire_et_fiscale_Questions_a_Christian_Sautter_in_RFFP_n_60_1997.html

* Article introuvable de J. Nizet, « Evolution de la CSG et institution de la CRDS », *RFFP* n° 60-1997 (mis en ligne le 5 novembre 2018) :

http://fondafip.org/c_43_263_Fiche_2387_0_Article_introuvable_de_J_Nizet_Evolution_de_la_CSG_et_institution_de_la_CRDS_in_RFFP_n_60_19.html

* Article introuvable de M. Potier, « La fiscalité au service des politiques de l'environnement », *RFFP* n° 1-1983 (mis en ligne le 12 novembre 2018) :

http://fondafip.org/c_43_263_Fiche_2390_0_Article_introuvable_de_M_Potier_La_fiscalite_au_service_des_politiques_de_l_environnement_in_RFFP_n_1_1983.html

► Ouvrages intéressant les finances publiques mis en ligne sur **Gallica** (ou via Gallica) au mois de novembre 2018 (cette rubrique sera mensuelle, s'il y a lieu de signaler une mise en ligne) :

* Jean-Claude MARTINEZ, *Lettre ouverte aux contribuables*, Albin Michel, 1985, 226 p. (mis en ligne le 25 novembre 2018) :

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k3356312s?rk=21459;2>

* *Présence de Jacques Rueff* (textes choisis et présentés par François Bourricaud et Pascal Salin), Plon, 1989, 376 p. [extraits, mis en ligne le 25 novembre 2018] :

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4800433g/f16.image>

* Gustave ROUSSEAU, *Les impôts intérieurs d'État sur les vins : étude économique, historique, financière et exégétique*, Bordeaux, Imprimerie Y. Cadoret, 1903, 285 p. (mis en ligne le 21 novembre 2018):

<http://www.babordnum.fr/items/show/1295>

* Instructions relatives aux impositions levées en France pendant les années 1360, 1363, 1373, 1374, 1382, 1383, 1388, 1392, 1396, 1379, 1435. XVe siècle (Collection de manuscrits de Pierre-Louis Baudot / Ms 956-39-Recueil historique concernant surtout la Bourgogne) :

[http://patrimoine.bm-dijon.fr/pleade/ead.html?c=FR212316101_baudot_pierre_louis_D11012744#!{"content":\["FR212316101_baudot_pierre_louis_D11012744",false,""\]}](http://patrimoine.bm-dijon.fr/pleade/ead.html?c=FR212316101_baudot_pierre_louis_D11012744#!{)

► Divers :

* Banque de France :

Rue de la Banque, n° 71 :

<https://publications.banque-france.fr/specialisation-sectorielle-et-rechute-du-commerce-exterieur-francais-entre-2014-et-2016>

Le Bulletin de la Banque de France, n° 220 :

<https://publications.banque-france.fr/hausse-sensible-des-investissements-des-grands-groupes-francais-au-premier-semester-2018>

Documents de travail, n°701 : *L'impact du quantitatif easing de la BCE sur la position extérieure française* :

<https://publications.banque-france.fr/limpact-du-quantitatif-easing-de-la-bce-sur-la-position-exterieure-francaise>

* BCE :

Economic Bulletin, n° 7 :

<https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/ecbu/eb201807.en.pdf?224d7c18a6757e6369b6b881cbff054e>

Financial Stability Review, November 2018 :

<https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/fsr/ecb.fsr201811.en.pdf?58b6acc46a5d2f8bc96c93d8975a7c3b>

* AFT : *Bulletin Mensuel*, n° 342 :

https://aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/BM_2018/Bulletin%20mensuel%20n%20342%20-%20Novembre%202018.pdf

Spécial Brexit

* Bank of England, *EU withdrawal scenarios and monetary and financial stability. A response to the House of Commons Treasury Committee*, 28 November 2018 :

<https://www.bankofengland.co.uk/report/2018/eu-withdrawal-scenarios-and-monetary-and-financial-stability>

* HM Government, *EU Exit : Long-term economic analysis*, 28 November 2018 :

<https://www.gov.uk/government/publications/exiting-the-european-union-publications>

* Centre for Economic Performance & The UK in a Changing Europe, *The economic consequences of the Brexit deal*, 27 November 2018 :

<http://ukandeu.ac.uk/new-research-shows-economic-and-fiscal-consequences-of-the-brexit-deal/>

* National Institute of Economic and Social Research, *The Economic Effects of the Prime Minister's Brexit Deal*, 26 November 2018 :

<https://www.niesr.ac.uk/publications/economic-effects-government%E2%80%99s-proposed-brexit-deal>

Publication de la SFFP

**Le *Billet bibliographique* est un supplément mensuel de *La Lettre* de la SFFP
ISSN : 2608-5690**

Pour tout contact : sffpmail@gmail.com



@SFFP2017

N'hésitez pas à rejoindre la SFFP ; voir ci-après.



Adhésion individuelle à la SFFP
Année 2018

Bulletin d'adhésion à retourner à l'adresse suivante :

Société Française de Finances Publiques (SFFP)
Université Savoie Mont Blanc
Faculté de droit
Boîte Postale 1104
73011 CHAMBERY CEDEX

accompagné d'un chèque (bancaire/postal) de **30 euros (15 euros** pour les étudiants et doctorants sur justification de leur situation : photocopie de la carte étudiant) à l'ordre de la SFFP et représentant la cotisation pour l'**année 2018**.

Indiquez vos coordonnées :

Nom :

Prénom :

Adresse personnelle :

Code postal / Ville :

Téléphone :

E-mail :

Fonctions :

Établissement (*Université, administration, entreprise*) :

(Bulletin provenant du Billet bibliographique n°9)